

Daniel Bensaïd, Raed Fahmi,
Camille Mansour, Elias Sanbar

Après la guerre

Revue d'études palestiniennes : *Nous nous réunissons aujourd'hui pour tenter de faire un point sur la situation créée au Moyen-Orient et dans le monde par ce qu'il faut bien appeler l'invasion de l'Irak par les Américains, présentée comme une « guerre préventive ». Commentons par la stratégie américaine...*

Daniel Bensaïd : Voilà une guerre dont personne n'aurait pu prédire avec exactitude le déroulement. Elle était pourtant doublement et clairement annoncée dès le 11-Septembre sous couvert de la déclaration de guerre illimitée contre le terrorisme, et aussi du fait de la logique de guerre, inexorable depuis la grande fracture des années 1989-1992, témoins d'un changement des équilibres dans le monde avec, notamment, la désintégration de l'Union soviétique.

Ce qui est inscrit à l'ordre du jour depuis – et qui est d'ailleurs sous-jacent dans quasiment tous les conflits opposant les puissances occidentales à d'autres pays, avec ou sans la bénédiction de l'ONU, dans ou en dehors du cadre formel de l'Otan –, est une vaste redistribution des cartes en termes de ressources, notamment énergétiques, de territoires, de zones d'influences, d'alliances.

À partir de là on peut dire évidemment que les formes prises par cette politique ne relèvent pas du tout de la fatalité, que les réactions d'une administration démocrate américaine auraient probablement été moins cyniques et ouvertement brutales que celles de l'administration Bush. Mais la logique, elle, est de toute façon en marche. Dans la guerre des États-Unis et de

leurs alliés, ce qui me frappe, moi, comme toujours quand il s'agit d'un conflit qui prend des formes extrêmes, c'est qu'elle met en branle une série d'inconnues, de paramètres difficilement maîtrisables.

La guerre est, selon la vision et les propos de Bush, un processus de longue haleine. Aujourd'hui, une séquence a connu son dénouement. Et on peut déjà voir tous les facteurs d'instabilité qu'elle enclenche, constater les ondes de choc régionales et internationales qui en résultent. Une part de risque assez considérable a été prise d'autant plus que c'est la première fois dans ce genre d'expédition que le groupe des pays dominants est divisé. Et quand l'autorité se divise, les phénomènes d'insubordination ou d'insoumission s'amplifient sans forcément favoriser d'ailleurs le mouvement anti-guerre. Il en découle que si les Américains ont couru le risque de tant d'incertitudes, sans envisager que cela pouvait tourner mal pour eux, c'est que les enjeux étaient à la hauteur. Évidemment, l'un de ces enjeux est le contrôle des ressources pétrolières, des routes du pétrole, la manière dont ce contrôle-là permettra de déplacer éventuellement les jeux d'alliance ou d'obtenir d'autres garanties pour la préservation de la domination. Il y a aussi l'enjeu de la relance de l'économie de guerre aux États-Unis, initié d'ailleurs avant le 11-Septembre. Certains analystes estiment que cette relance est certes importante mais qu'elle laisse à désirer si on la compare à la proportion du produit intérieur atteinte par les dépenses militaires américaines dans le passé. Il y a aussi l'enjeu des budgets pour la reconstruction de l'Irak sur lesquels on compte pour soutenir une économie américaine très largement fragilisée par les taux d'endettement tant public que privé et trop dépendante des capitaux en provenance de l'extérieur.

La guerre contre l'Irak a donc aussi pour fonction d'assurer un soutien durable à une économie quelque peu défaillante aujourd'hui, en dépit de l'embellie des dernières années Clinton. Et puis il y a enfin les enjeux géostratégiques, c'est-à-dire la volonté d'installer par le biais de bases militaires et de systèmes de « protectorats », des forces de maintien de l'ordre dans une région cruciale à plusieurs titres et, qui plus est, jouxtant une ex-Union soviétique dont on sait quels désordres peuvent naître de ses questions frontalières.

La dissidence de la France et de l'Allemagne n'a pas été suffisante pour empêcher les États-Unis de partir en guerre. Cette dernière a également entamé la légitimité institutionnelle de l'ONU. Ce n'est pas nouveau, d'ailleurs.

C'est en janvier 1999, je crois, dans un entretien accordé au *Monde*, que Madeleine Albright déclarait : « Avec l'ONU si c'est possible, sans l'ONU si c'est nécessaire ». En fait, l'attitude belliciste des États-Unis est une constante chaque fois que le droit international ne conforte pas leur vision des choses.

REP : *Que doit-on penser de la position de la France ?*

D.B. : Pour être honnête, trop de gens de la gauche française, surtout radicale, auraient parié sur la capacité de Jacques Chirac à aller jusqu'au veto. Il l'a fait. Certains ont dit, mais je trouve l'explication un peu courte, que c'était à cause des intérêts français dans la région. Cela a pu certes jouer, mais enfin... Par contre, il y a certainement une rivalité, dont on ignore encore l'ampleur, dans l'ancienne chasse gardée française en Afrique.

Cette guerre a pointé en tout cas un vrai problème quant à la vision de la construction européenne. L'Union européenne est effectivement un espace monétaire et commercial,

mais gélatineux car sans force politique. Or des tentatives sont faites pour la doter d'une politique internationale commune. La tâche est sûrement très difficile car le projet de construction européenne des années quatre-vingt a été pris à contre-pied tant par l'effondrement des pays de l'Est et sa conséquence sur l'élargissement que par l'interpénétration des capitaux, le capital proprement européen étant déjà mondialisé. Néanmoins, et partant des fragilités structurelles de l'économie américaine, il y a la possibilité que l'euro, même si cela peut paraître invraisemblable aujourd'hui, puisse devenir, ce qui ne fut jamais le cas du yen, une monnaie concurrente du dollar, une monnaie rivale, une monnaie internationale. Pour le moment, ce n'est évidemment pas le cas puisque 70 % des transactions internationales sont facturées en dollars. Mais à terme, cette hypothèse ne peut être exclue.

Pour le moment le double bind demeure pour l'Union : il lui faut soit s'arrimer à l'Alliance atlantique et à un grand marché (c'est le choix permanent fait par la politique britannique), soit assumer ses responsabilités ou ses prétentions, ce qui voudrait dire aussi endosser le principe d'une hausse massive des budgets d'armement.

Pour terminer, je dirais que la guerre n'est pas finie – et ce n'est pas une clause rhétorique. La logique de victoire et d'arrogance militaire est à l'œuvre. Mais il faudra regarder aussi le monde, l'Amérique latine notamment, et pas seulement l'Irak. Nous ressentons partout l'onde de choc de la redistribution planétaire, il est difficile d'en mesurer déjà tous les effets dans les différentes régions du monde. Il y a aujourd'hui une aggravation des pressions et des menaces émanant des États-Unis.

1/ Toni Negri et Michaël Hardt, *Empire*, Paris, Exils, 2001.

REP : *Estimeriez-vous que cette guerre change ou précise les données en ce qui concerne l'instauration d'un « empire américain » ou plus simplement la réalité de l'hégémonie américaine ?*

D.B. : C'est le débat suscité notamment par le livre de Negri et Hardt ^{1/}. La terminologie de cet ouvrage (*Empire, Nouvel Empire, Nouvel impérialisme*) me paraît peu intéressante. Par contre, relever les formes anciennes d'impérialisme, les formes nouvelles que prend l'impérialisme au niveau des institutions, les divers types de dépendance, constitue l'objet d'un débat à part entière. Car la situation actuelle vient démentir le discours libéral des années quatre-vingt qui prétendait éliminer, y compris du vocabulaire, les notions « ringardes » d'impérialisme, de développement inégal, de dépendance et de domination pour les remplacer par la vision d'un monde réduit tout entier à un espace commercial, policé, régi par des « droits de l'homme », un espace sans frontières ni États pour sanctionner le droit d'ingérence.

Il est intéressant de rappeler à ce propos que Madeleine Albright, dans un petit livre que vous n'avez probablement pas lu, *Le Droit du plus faible*, affirme que le droit international se réduit aujourd'hui aux droits des individus et qu'il n'y a donc plus de médiation nécessaire de la part de l'ONU et, d'une certaine manière, plus de droit international. Monique Chemillier-Gendreau a montré l'application précise de cette nouvelle conception s'agissant notamment de la Palestine et de l'Irak. En pratique, le droit international, aujourd'hui, n'est pas le droit du plus faible mais le droit du plus fort qui décide où et quand il intervient. Là, on peut tabler sur les contradictions entre certains pays européens et les États-Unis, mais non refaire de l'Europe

telle qu'elle se construit aujourd'hui, en oubliant qu'il y a aussi une Europe libérale et à certains égards coloniale, une sorte de bastion de résistance contre un empire unique. Ce serait plonger tête baissée dans le soutien aux États européens contre les États-Unis.

Un dernier mot. Je suis très inquiet, car je ne crois pas qu'il faille prendre pour un effet de manche ou de rhétorique les nouveaux discours de la Maison Blanche-Pentagone sur la guerre. On parle de « guerre sans frontières », de « guerre globale », mais pas de la guerre asymétrique qui, à partir du moment où elle élimine la réciprocité ou une certaine symétrie du risque, et pas seulement des moyens, modifie en fait les modes du recours à la guerre. Son coût est alors limité pour celui qui détient la force. La tentation d'en user et d'en abuser, la tentation de la déclarer ou de la faire au nom d'une éthique, en mettant la morale au-dessus du droit, une morale qui de plus se réclame d'une inspiration divine, s'inscrit alors dans un monde de plus en plus structurellement violent. Désormais on le dit ouvertement : nous subissons une logique de guerre de religions, de guerre sainte, qui prétend ni plus ni moins définir une nouvelle frontière entre l'humain et l'inhumain. Même la notion classique d'ennemi est dévaluée au profit d'une rhétorique de la monstruosité, de la sauvagerie. Lorsque les premiers Américains furent capturés en Irak, le *Sun* titra : « Aux mains des sauvages » ! Nous verrons comment les Américains traiteront les prisonniers irakiens...

En attendant, le monde traverse une phase très inquiétante de définition et de justification des guerres. Le militarisme impérial là-dessus est le corollaire nécessaire de la recolonisation du monde. Certains ont employé cette expression, elle est un peu excessive mais pas fausse.

REP : *Passons à l'Irak. Qu'y représentaient les forces d'opposition ? Qu'est-ce que le Congrès national irakien ? Est-ce qu'il existait à l'intérieur des forces d'opposition clandestines ? Quel est l'effet de la guerre sur les forces en présence et comment voyez-vous l'état actuel de la société irakienne ?*

Raed Fahmi : Commençons par les forces politiques en présence. Jusqu'aux années soixante-dix-quatre-vingt, quatre courants politiques majeurs existaient dans la société irakienne.

Le premier est le courant nationaliste qui comprenait les nassériens et le parti Baas... En 1968, le Baas prend le pouvoir, impose sa domination et occupe la totalité du terrain nationaliste. Ne restent alors que des partis affaiblis, qui ont quitté l'Irak pour chercher refuge en Syrie ou en Égypte.

Le deuxième est le courant nationaliste kurde. En fait, il s'agit là des deux partis qui se partagent le pouvoir dans le Kurdistan irakien : celui de Barzani et celui de Talabani.

Le troisième parti est constitué par le courant communiste démocratique. Historiquement parlant, des partis appelés démocrates ou libéraux, existaient dès les années vingt... En 1958, date de la chute de la monarchie, ils étaient encore là. Lors du coup d'État de 1963, ils regroupaient des notables, des intellectuels, des bourgeois ouverts... Du fait des tensions imposées par le Baas, ils se sont peu à peu retirés de la vie politique. Leurs idées n'ont pas disparu pour autant mais elles ne disposaient plus de relais. Aux yeux de la population, le champ démocratique fut donc occupé par le Parti communiste. Le Parti avait participé dès les années trente au combat contre la monarchie et l'occupation britannique, et la démocratie figurait déjà, bien sûr, parmi ses objectifs. Aussi commença-t-on en Irak à considérer que ceux qui réclamaient la démocratie étaient forcément communistes.

A la fin des années quatre-vingt, des négociations eurent lieu entre les différents partis politiques de l'opposition. La décision fut prise de créer un cadre pour ce débat, auquel s'étaient joints les islamistes. Ces derniers étaient à nouveau actifs. Auparavant, il y avait eu le parti al-Da'wa, créé vers la fin des années cinquante en réaction contre l'influence communiste après la révolution de 1958. Il faut noter que le mouvement islamique avait joué un rôle considérable dans la révolution contre l'occupation britannique et dans le combat nationaliste. Mais il fut vite réprimé, puis les Britanniques, aidés par le gouvernement irakien alors à leur solde, essayèrent de le neutraliser. C'est vers cette période que la société chiite fit le choix « de ne plus se mêler de politique et de se retirer ». Le mouvement islamique n'avait donc plus beaucoup d'impact sur la vie politique dans les années cinquante. Mais il reprit de l'importance dans les années soixante-dix avec l'arrivée du Baas au pouvoir.

Deux périodes sont à distinguer à ce propos : celle de l'alliance du mouvement islamique avec le parti Baas, durant les années 1973-1977, puis celle d'une rupture, à partir de 1977, lorsque le pèlerinage de Kerbala fut réprimé dans le sang. Nous avons bien sûr, au Parti communiste, condamné ce bain de sang. Mais nous ne l'avons fait qu'entre nous, et non publiquement, et cela nous fut reproché. Le massacre de Kerbala, néanmoins, ne vint pas à bout de ce courant qui va se renforcer dans les années quatre-vingt, après le déclenchement de la répression contre les communistes. De nombreux membres du Parti furent alors arrêtés, dans le cadre d'une campagne systématique visant à le démanteler, ainsi que toutes les associations et les organisations liées à lui. Le vide qui en résulta fut comblé par le parti islamique al-Da'wa, notamment

après la révolution iranienne de 1979. Si vous analysez les structures et les statuts de ce parti, vous remarquerez que c'est une organisation moderne, tant au niveau de ses rouages que de ses débats internes autour de thèmes tels que les rapports du politique et du religieux, le rôle des ulémas et autres chefs religieux, etc. Al-Da'wa acquit une énorme popularité mais il commit néanmoins une très grave erreur lorsqu'il engagea toutes ses forces dans une opposition frontale contre le Baas. Vous vous souvenez peut-être de leur tentative d'assassinat de Saddam. La réaction fut foudroyante, impitoyable. Tous les partisans du parti al-Da'wa étaient désormais passibles de la peine de mort et des jeunes furent décimés par dizaines.

Durant la guerre Irak-Iran, tous les partis dont je viens de parler sont passés à l'extérieur. Certains des mouvements islamiques ont certes essayé de garder quand même des réseaux de clandestins dans le pays. Mais leur nombre était extrêmement limité.

Bref, la restructuration de l'opposition se déroulait désormais à l'extérieur du pays. La plupart des mouvements islamiques [étant] liés à l'Iran, ce pays tenta alors de créer un mouvement-cadre qui rassemblerait tous les groupes islamiques, soit une dizaine. Bien que des différends soient peu à peu apparus en leur sein, et notamment autour de la question de leur appartenance arabe, la plupart se trouvent aujourd'hui membres du parti al-Da'wa. Pour ce qui est du Parti communiste, nous sommes passés totalement dans l'opposition en 1979 et avons mené la lutte armée en alliance avec les partis kurdes pendant huit ans.

Les opposants baasistes au régime de Saddam Hussein, réfugiés en Syrie, et les « nationalistes arabes » se regroupèrent au sein d'un

Comité d'action national démocratique basé à Damas. C'est là que des efforts furent déployés pour constituer un front rassemblant toutes les forces d'opposition. Il vit le jour en décembre 1999 et regroupait toutes les tendances politiques, y compris les Kurdes.

Depuis que les Américains « s'intéressent » à l'Irak, de nouvelles forces politiques, constituées de libéraux tels que Chalabi, ont commencé à se manifester. Chalabi est apparu après la première guerre du Golfe. Fortement médiatisé, il jouissait de l'énorme soutien des Américains qui le mirent en avant et lancèrent l'idée d'un Congrès national irakien supposé rassembler toutes les tendances. D'autres s'y joignirent qui avaient quitté le Baas et s'étaient établis à l'étranger. Ce fut le cas, par exemple d'Iyad Allawi, qui avait échappé à une tentative d'assassinat à Londres, où il nouera plus tard des liens tant avec les Britanniques qu'avec les Américains.

Le Congrès national irakien (CNI) a tenu ses assises en 1992. Au départ, le Parti communiste était réticent à se joindre au CNI, mais comme toutes les forces, à l'exception des nationalistes arabes proches de la Syrie, étaient là, nous avons pensé pouvoir peser sur l'orientation générale et amener le Congrès à avoir une certaine indépendance. Nous étions en plus convaincus que les jours du régime de Saddam Hussein étaient comptés. Il y avait eu la guerre, la fin débâcle, puis le soulèvement du Sud contre Saddam... Mais le régime perdura. Et les critiques commencèrent à se faire entendre au sein du Congrès contre sa direction jugée totalement dépendante des États-Unis. Notre parti et al-Da'wa étaient sur cette ligne. Le programme adopté n'était pourtant ni bon ni mauvais qui préconisait entre autres une solution fédérale à la question kurde. Économiquement, il n'était pas

ultralibéral... Mais la structure du Congrès était telle qu'il fut rapidement dominé par Chalabi. Nous-mêmes ainsi qu'al-Da'wa nous en sommes graduellement retirés. Très vite, ce regroupement sous égide américaine ne fut plus qu'un rassemblement de forces tribales et claniques, grandes ou petites.

En fait, le CNI était devenu un parti. Aujourd'hui [les membres du] Conseil suprême de la révolution islamique, qui sont toujours formellement membres du Congrès national irakien, agissent de façon autonome. Tel est, rapidement esquissé, le paysage de l'opposition à l'extérieur.

À l'intérieur, la seule institution qui pouvait disposer d'un espace politique, avec certaines possibilités d'expression indépendante du pouvoir, était l'institution religieuse, avec ses mosquées, et pour les chiites, plus précisément, les Husayniyya... Là, un homme a joué un rôle important : Mohammad Sadeq al-Sadr, alors à la tête d'une académie religieuse. Le régime voulant alors favoriser l'ascension d'un Arabe et non d'un Persan, et Mohammad Sadeq al-Sadr ayant apparemment joué le jeu, un nouveau leadership émergea. Sadr, politique habile, commença par des choses apparemment anodines. Par exemple, il insista sur l'importance de la prière du vendredi. On vit alors des dizaines de milliers de fidèles dans les Husayniyya, ce qui valut ses premières inquiétudes au régime, d'autant que Sadr avait amorcé une importante réorganisation intérieure de sa communauté dans une atmosphère d'opposition larvée. Pour mener à bien sa politique, Sadr jouait habilement du seuil de tolérance du régime, un seuil qu'il ne dépassait jamais mais poussait à chaque fois un peu plus. Il en fut ainsi jusqu'au jour où le pouvoir le fit assassiner. Une répression s'ensuivit, près de 400 personnes furent tuées qui

manifestaient contre son assassinat, et des villes comme Kerbala et Najaf furent à partir de ce moment encerclées en permanence par l'armée. Le mouvement avait été certes décapité, mais il gardait ses relais et ses représentants enracinés localement. Ce sont les chefs locaux que vous voyez aujourd'hui et qui occupaient donc déjà le terrain et disposaient chacun de son « territoire ». Aujourd'hui, une grande divergence existe entre les deux tendances chiites, celle d'al-Hakim et celle d'al-Sadr. Cette dernière accuse la première d'avoir laissé liquider son chef auquel il était reproché de collaborer avec le régime baasiste. Ces deux courants sont maintenant en compétition dans une surenchère constante.

Aujourd'hui, les forces politiques islamiques ont modifié leurs programmes car elles ont pris en compte les données nouvelles, comme le fait qu'un État islamique ne passerait pas et qu'il faut nouer des alliances. Ainsi ont-elles pris contact avec les communistes, ce qui était impensable dans les années quatre-vingt... Nous pouvons de notre côté approcher certains groupes islamiques, car ils ne sont pas centralisés, et, par exemple, avoir de bons contacts avec eux à Bagdad, mais de mauvais à Bassorah. En province, par exemple, ils ont attaqué nos sièges. Nous pensons donc que cette mouvance pourrait bien être infiltrée en certains lieux...

REP : *Quand vous dites « infiltrée », vous pensez aux baasistes ? Même aujourd'hui ?*

R.F. : Oui, même aujourd'hui. La dictature s'est effondrée mais pas le parti Baas. Ces gens-là se sont retirés mais certains de leurs documents montrent que des directives avaient été données pour agir dans le cas d'une défaite de sorte que le nouveau pouvoir ne puisse jamais contrôler la situation. N'oublions pas non plus que, ces dernières années, le parti

Baas a intégré le discours islamique, même dans son drapeau... À cette heure, en Irak, il y a certes le pouvoir américain qui contrôle les grands axes sensibles, mais il y a toujours les pouvoirs locaux dominés soit par les comités religieux ou tribaux, soit par des réseaux informels. Ce qui est grave, c'est que des gangs contrôlent ces réseaux-là et que l'on y retrouve les anciens hommes du régime. Ils sont armés et ils imposent la terreur. Si cette situation perdure – vacance d'un pouvoir irakien, Américains qui laissent faire –, ce sera le chaos total. Comment ne pas s'en inquiéter quand on entend Rumsfeld déclarer que le chaos est « une manifestation de la liberté » ? Apparemment, il parlait d'un chaos « organisé ». Ce schéma ne se reproduit-il pas chaque fois que les Américains contrôlent une ville ? Le pillage ne commence-t-il pas alors d'une manière systématique ? L'occupant signale même aux gens les lieux à piller. Je crois qu'il y a une logique derrière ces pillages qui, tout en faisant table rase des anciennes institutions, préparent une certaine légitimité aux Américains, celle de restaurateurs de l'ordre public.

À l'heure actuelle, la majorité des manifestations sont religieuses. Nous avons bien vu que les rassemblements politiques à l'appel de certains ulémas n'ont réuni que trois mille personnes alors qu'il y avait plus de deux millions de fidèles dans les villes saintes chiites. De leur côté, les forces démocratiques et laïques de gauche ont commencé à se reconstituer dans des dizaines de villes, mais ils souffrent d'un manque d'enracinement dans la population du fait de l'exil et de la répression exercé par le régime baasiste.

Le Parti communiste appelle aujourd'hui à une conférence nationale en présence de l'ONU. La Hawza, l'académie religieuse chiite, lance un appel analogue.

REP : *Dans quelle mesure les Américains laisseraient se développer cette force alternative qui n'est même pas née ? En d'autres termes, si les Américains ne laissent pas faire, et les Américains ne laisseront probablement pas faire, qui, dans la société, aurait les moyens d'aller à l'affrontement ?*

R.F. : Nous, nous avons comme mot d'ordre : « En finir rapidement avec l'occupation ». Les deux forces politiques qui, dans le chaos actuel, ont intérêt à un retrait immédiat sont soit les anciens du régime soit les forces radicales islamistes. Or il faudra du temps à toutes les autres forces politiques pour pouvoir s'organiser car, aujourd'hui, dans les grandes villes, le peuple n'a pas encore investi le champ politique. À Bagdad, des centaines de milliers d'intellectuels, de fonctionnaires, de gens des couches moyennes sont dans une position attentiste : il y a la question de leur sécurité immédiate, celle de l'occupation qu'ils n'arrivent pas à mesurer... Ils sont peut-être assommés, sous le choc. Peut-être aussi sont-ils inquiets du renouveau islamiste. Je connais des camarades qui, dans le Sud du pays, sont passablement réticents à travailler avec certains islamistes. Bref, la société irakienne attend. La guerre Iran-Irak avait bouleversé la situation économique du pays, petit à petit toutes les couches moyennes ont été laminées. Le coup terrible que la classe ouvrière a reçu pendant cette guerre est dû à la militarisation de la vie économique. Une grande partie de l'industrie civile a été alors transformée en industrie militaire. Tous ceux qui y travaillaient ont été considérés d'abord comme des fonctionnaires puis comme des hommes soumis à la discipline militaire, ce qui a ôté peu à peu au mouvement ouvrier toute capacité d'organisation. D'autant que le secteur privé restait faible et atomisé et qu'il était difficile là aussi de mettre en place une organi-

sation ouvrière. À quoi il faut ajouter que les « rentes » offertes par l'économie de guerre – je pense au marché noir, aux trafics de toutes sortes, à la spéculation... – ne poussent pas précisément à l'engagement révolutionnaire. Une économie marginale s'est créée, régie par la loi du plus fort, dirigée par des bandes mafieuses liées au pouvoir. Dans ces conditions d'éparpillement, il est extrêmement difficile de mettre sur pied une organisation sociale ou syndicale.

REP : *Comment voyez-vous maintenant la situation régionale en ce lendemain de guerre et, plus précisément, en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien ?*

Camille Mansour : Je commencerai par considérer les retombées immédiates de ce qui vient de se passer en Irak, de l'invasion de l'Irak par les États-Unis, de la victoire américaine, certes rapide, mais qui présente néanmoins des hauts et des bas. À mon sens, les retombées immédiates au niveau régional sont surtout d'ordre psychologique. Les Arabes ont reçu un véritable coup sur la tête. Ils s'attendaient à une « guerre noble », une résistance. Non parce qu'ils pensaient qu'il fallait soutenir Saddam Hussein, mais parce qu'ils estimaient que les Irakiens défendraient leur pays et par voie de conséquence, leur État. Quand les Palestiniens ont vu ou entendu avec quelle facilité les Américains s'emparaient de Bagdad, ils n'ont pas pu en croire leurs yeux ou leurs oreilles. Ils ne parlaient plus que de ça, ils répétaient partout : « A Jinîn, nous avons résisté pendant deux semaines et à Bagdad ils n'ont même pas tenu trois jours ! »

Cela dit, la victoire militaire américaine est encore bien loin de la victoire politique.

Concernant la question palestinienne et la possibilité d'aboutir à un traité

palestino-israélien, puis à un traité arabo-israélien, les choses n'ont pas vraiment changé. L'appui arabe à la Palestine était et demeure minimal. Il y avait peut-être un appui financier des pays du Golfe mais l'appui stratégique était très limité. Les Palestiniens, bien que profondément affectés par ce qui arrive aux Irakiens, se disent que la chute de l'Irak n'aura pas de retombée stratégique immédiate sur la Palestine. De leur côté, les dirigeants israéliens ont, un an durant après le 11-Septembre, pensé qu'une attaque américaine sur l'Irak apporterait une solution magique au problème palestinien. Rappelez-vous l'été dernier, quand tout le monde parlait du transfert de masse qui aurait lieu en cas de guerre contre l'Irak, un transfert soit vers la Jordanie, soit à l'intérieur des territoires palestiniens pour les Palestiniens implantés de l'autre côté du fameux mur construit au-delà de la « ligne verte » de 1967. Et bien, rien de tel n'a eu lieu. C'est pourquoi les dirigeants israéliens se demandent maintenant comment trouver un *modus vivendi* avec les Palestiniens qui soit favorable à Israël. Cette notion de *modus vivendi* sera, à mes yeux, la clé des mois à venir. Aujourd'hui, et contrairement à la période des années quatre-vingt-dix, les Américains souhaitent instaurer une « Pax americana ». Cela ne veut pas dire qu'ils réussiront – je ne crois pas qu'ils réussiront – mais ils veulent cette paix-là. Leur volonté découle sans doute de l'idéologie des Rumsfeld et autres néoconservateurs américains. Elle tend à instaurer une soumission complète, et surtout, en Irak, en Palestine... Or on ne peut imposer un ordre seulement à partir d'un dessein idéologique, ou par la seule force militaire. Pour imposer un ordre, il faut qu'il corresponde à la réalité sociale, politique, économique de la région concernée, qu'il tienne

compte, en l'occurrence, des véritables forces politiques de l'Irak. Il en va de même pour la Syrie, le Liban ou la Palestine.

Il existe des signes qui montrent que les Américains sont conscients de cette nécessité en Palestine : ils insistent sur la valorisation du rôle d'un Premier ministre, sur les réformes institutionnelles, sur le fait que l'Autorité palestinienne doive opter pour la coercition légale et remplacer tous les groupes armés incontrôlés par les services de sécurité officiels. Autre exemple de ces signes : des mois durant, Israël a empêché toute réunion plénière du Conseil législatif palestinien en interdisant à une vingtaine de parlementaires de Gaza de se rendre à Ramallah. Il y a un mois, lors des débats pour la réforme de la Constitution, Israël n'a plus interdit le déplacement qu'à une dizaine de ces parlementaires. Il y a deux jours, chaque parlementaire ayant affirmé qu'il n'irait à Gaza que si tous ses collègues y étaient autorisés, l'armée israélienne a cédé. Cela signifie tout simplement qu'il y a eu pression américaine car les États-Unis ont besoin de trouver un « montage » palestinien qui permette la reprise de la négociation.

Pour contrôler les choses, pour imposer leur ordre, les Américains savent qu'il faut trouver un processus tangible : l'armée israélienne doit se retirer des territoires autonomes et, surtout, Israël doit geler la colonisation. Ce second point est fondamental.

Il y a eu la négociation de Madrid, puis celle d'Oslo, puis le processus d'application d'Oslo, puis le rapport Mitchell, puis le rapport Tenett. À chacune de ces étapes, on a parlé de la nécessité de mettre fin à la colonisation. Mais elle n'a jamais cessé. Sous le gouvernement d'Itzhak Rabin, les Israéliens avaient seulement concédé que, désormais, elle « n'était plus à l'ordre du jour national ». Il n'y a jamais eu

d'affirmation claire quant à un gel officiel et inconditionnel de la colonisation. À mon sens, cette dernière condition est capitale : il faut que les Israéliens cessent inconditionnellement d'implanter des colonies dans les territoires occupés. Prenez les rapports Mitchell et Tenett, lisez la « feuille de route » aujourd'hui : le gel demeure conditionnel. Et lorsque certains Israéliens souscrivent à un arrêt de la colonisation, ce n'est jamais de façon inconditionnelle et irréversible. Tant que ces deux points – arrêt inconditionnel et définitif de la colonisation, je le répète – ne sont pas acquis, il n'y aura pas de véritable processus menant à la paix.

Aujourd'hui, les Américains veulent imposer la « feuille de route » et, partant, leur ordre. Mais, à cause de la poursuite de la colonisation, à cause aussi de la convergence idéologique qui existe entre la droite américaine conservatrice et Ariel Sharon, ils n'y parviendront pas. On ne voit pas les États-Unis faire pression sur Sharon pour imposer un ordre qui tienne compte des revendications, très raisonnables d'ailleurs, des Palestiniens. La « feuille de route » n'est après tout qu'une... feuille. Ce n'est pas un programme. Les Américains pensent peut-être aujourd'hui qu'ils peuvent arriver à un accord palestino-israélien parce que la « partie faible », c'est-à-dire les Palestiniens, se trouve réduite à mener des opérations suicides et, estiment-ils, fait ainsi la preuve de son échec. Les Palestiniens défaits, pensent-ils, ne peuvent qu'accepter ce qu'on voudra bien leur offrir.

Mais nous, nous savons que les Palestiniens ne sont pas dans cette logique.

Quels sont les faits têtus qui restent ? La volonté américaine d'établir un ordre, le fait pour les Israéliens qu'il n'est plus possible d'expulser les Palestiniens. De cette logique palestinienne et de ces faits naît une impasse.

Et pour en venir à bout, il faudra bien trouver un *modus vivendi*. D'où vient mon insistance sur le *modus vivendi* aujourd'hui et ce, malgré la strangulation généralisée de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ? Elle vient de ma conviction que si l'on veut un *modus vivendi* israélien, seul garant de l'instauration d'un ordre, il va bien falloir assouplir.

Un exemple : il n'y a pas de base militaire permanente israélienne dans les territoires palestiniens. L'armée israélienne n'agit que par incursions. C'est en fait la ligne tracée par Ariel Sharon : tout contrôler mais sans s'installer dans les zones palestiniennes, se tenir aux « frontières » de chaque ville, de chaque localité. Le rapport est donc exclusivement répressif et on se garde bien de gérer la vie civile. Ce qui me fait penser à la vision que Menahem Begin avait de l'autonomie : créer une administration civile contrôlée par les Palestiniens pour s'occuper de la vie civile des Palestiniens, l'éducation, la santé, etc., et garder le contrôle de la sécurité entre les mains d'Israël. Or aujourd'hui, l'Autorité palestinienne est une administration civile et les Israéliens n'interviennent pas dans la vie civile des Palestiniens, mais ils contrôlent par contre les frontières, le passage des marchandises... Ils disposent donc d'un macro-contrôle ; d'un microcontrôle, ils ne veulent pas.

Elias Sanbar : *Ne penses-tu pas que la strangulation dont tu parlais plus haut fonctionne dans une fourchette, entre une branche haute qui serait l'expulsion, et une branche basse qui serait un régime d'apartheid que les Américains accepteraient en l'appelant « État » ? Et auquel ils consentiraient, pour faire plus vrai, une continuité territoriale qui relierait les ghettos entre eux...*

C.M. : Oui, c'est cela le *modus vivendi*...

E.S. : Donc des ghettos, une chaîne de plusieurs Soweto, et qui permettraient même, tout en présentant les choses comme une percée historique, de retrouver la quintessence de la conception de Begin sur l'autonomie : les Palestiniens gèrent leurs gens mais gare à eux s'ils touchent à la terre. L'assise matérielle, le territoire est éternellement nôtre. Quant aux Palestiniens, qu'ils s'occupent des problèmes quotidiens, des égouts, du ramassage des ordures, et même de leur police pour ce qui est de leurs histoires internes ; mais nous, nous tiendrons la base matérielle du territoire et l'organisation de l'espace.

Mais tout cela, et je vois là un paradoxe, tout cela pourra-t-il être présenté comme une réalisation des États-Unis ? Les Américains veulent, ont besoin de proclamer un accomplissement, une victoire « historique » là où la terre entière a échoué, entre Israël et la Palestine. Or je pense que l'Irak est entré dans un « temps long », et si aujourd'hui les Américains l'occupent, le contrôle par eux du pays n'est pas pour demain. C'est pourquoi ce temps long irakien appelle un « temps court » en Palestine qui permette précisément de faire passer la pilule. Cela impose une solution qui marche, réelle, faute de quoi les États-Unis se retrouveront à terme à la case départ et même un peu en arrière... Ils ont donc besoin d'une issue crédible et elle sera forcément en contradiction avec la vision israélienne. Là apparaît une deuxième question : les États-Unis, malgré ce besoin impératif d'une solution, feront-ils pression sur Israël ? Ironont-ils jusqu'à la crise ? C'est vrai que les Israéliens sont bien « représentés » dans l'establishment américain dans la mesure où ils y disposent non seulement de partisans puissants, mais y profitent surtout du plus grand des atouts : une identité de vision du monde avec les « faucons »

américains. Mais je pourrais également dire le contraire et affirmer que maintenant qu'ils disposent de bases en Turquie, au Kurdistan, en Irak, au Koweït, en Arabie Saoudite, au Qatar, au Bahreïn, les Américains peuvent très bien dire aux Israéliens que leur sécurité est assurée et qu'il est temps, dans l'intérêt de leur grand frère protecteur, qu'ils fassent quelques concessions. Je crois que ce sont là les termes possibles de la question : Les États-Unis feront-ils ou ne feront-ils pas pression sur Israël ?

C.M. : Cette question est pertinente mais elle implique qu'un débat existe à Washington entre une vision stratégique et une vision idéologique du Moyen-Orient ! Or ceux qui détiennent le pouvoir aux États-Unis sont les tenants de la vision idéologique et non ceux de la vision stratégique.

E.S. : Sauf si le « temps long » en Irak, impose de changer d'orientation et de démarche, de remplacer l'idéologie par l'intérêt stratégique.

C.M. : Mais, dans l'immédiat, ce ne sont pas les généraux qui ont gagné la guerre d'Irak.

D.B. : Juste une question : vous dites l'un et l'autre que vous sentez les difficultés des temporalités irakienne et palestinienne. Vous, Raed, avez également présenté l'actuelle effervescence chiite comme marquée par une certaine « irakité » (le chiisme irakien aurait une réalité propre, il ne serait pas un simple appendice de Téhéran). Mais si cela perdure, ne pourrait-on pas voir émerger aussi un courant régional chiite ? Est-ce que cela faciliterait, côté palestinien, l'émergence d'interlocuteurs « fiables », même pour un consensus minimaliste avec les Américains ? Les difficultés sont donc en réalité multiples.

E.S. : Innombrables, même. Prenons l'exemple de la fabrication d'un interlocuteur palestinien docile et la façon dont les Israéliens,

suivis par les Américains, s'y sont pris. Les Israéliens, pour échapper à une éventuelle pression américaine en vue de leur faire faire quelques concessions, ont mené un jeu extrêmement habile. Ils ont travaillé dans un premier temps à écarter Arafat du jeu. Ils ont mené un travail lent, persistant, tenace pour établir que cet homme peut arrêter la violence mais qu'en fait il ne veut pas le faire et que c'est précisément ce qui le disqualifie en tant qu'interlocuteur. Arafat aurait donc pu être un interlocuteur, mais le problème c'est qu'il est infréquentable. Il est l'homme qui peut mais ne veut pas.

Puis a commencé la deuxième phase de l'opération, celle de la « découverte » de l'homme qui, lui, veut, Abou Mazen. Il fallait donc présenter cet homme comme l'homme « positif-providentiel » avant de s'atteler très rapidement à montrer à coup d'assassinats de militants, d'incursions, de ripostes sur des quartiers civils, de destructions de maisons, que le pauvre homme qui veut s'avère malheureusement impuissant à remplir la tâche que l'on attendait de lui.

Le but final du jeu, pour Israël, est d'arriver au stade où il pourra dire que la situation palestinienne est simple et tragique : ceux parmi les Palestiniens qui peuvent, ne veulent pas et ceux

qui veulent ne peuvent pas, il n'y a donc pas d'interlocuteur palestinien, ça n'existe tout simplement pas, et que l'on ne vienne pas nous demander de rendre des territoires à des gens qui n'ont même pas un interlocuteur valable à nous présenter. Et Israël estimera sans doute avoir gagné, avoir bien mené ce jeu de haute voltige. Sauf qu'un troisième acteur existe sur le terrain qui, lui, ne va pas manquer de se consolider du fait de l'impasse. Je veux parler de la mouvance islamiste palestinienne. Que fera alors Israël ?

28 avril 2003. *Revue d'études palestiniennes* n° 88, nouvelle série, été 2003